

Assemblée des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction

27 septembre 2012
Français
Original: anglais

Douzième Assemblée
Genève, 3-7 décembre 2012
Point 10 de l'ordre du jour provisoire
Examen de l'état et du fonctionnement d'ensemble de la Convention

Réalisation des objectifs du Plan d'action de Carthagène: rapport intérimaire de Genève, 2011-2012

**Soumis par le Président désigné de la douzième Assemblée
des États parties**

Section n° 3 **Autres questions qui revêtent une importance primordiale pour la réalisation des buts de la Convention**

V. Autres questions qui revêtent une importance primordiale pour la réalisation des buts de la Convention

a) Coopération et assistance

1. Les Coprésidents du Comité permanent sur les ressources, la coopération et l'assistance, l'Albanie et la Thaïlande, ont rappelé que les États parties examinaient depuis deux ans la question générale de la coopération et de l'assistance, et qu'il serait à présent utile de se pencher plus attentivement sur des idées spécifiques afin de promouvoir le programme de coopération et d'assistance, en conséquence de quoi ils ont élaboré, en vue de la réunion de mai 2012 du Comité permanent, un ordre du jour structuré autour des trois idées forces concrètes suivantes: possibilité d'élaborer un outil d'échange d'informations ou une plate-forme de partenariat; solutions pour des fonds d'affectation spéciale propres à assurer la continuité des ressources; et disponibilité d'une assistance et procédures permettant d'en bénéficier.

2. Les Coprésidents du Comité permanent sur les ressources, la coopération et l'assistance se sont réunis en petit groupe pour débattre, de manière interactive, collégiale et approfondie, sur la possibilité de mettre en place un outil d'échange d'informations. Dans ce contexte, il a été rappelé qu'à la réunion de 2011 du Comité permanent sur les ressources, la coopération et l'assistance, la Thaïlande avait indiqué que l'assistance financière était, certes, ô combien nécessaire et particulièrement appréciée, mais que d'autres formes non financières d'assistance, telles que du matériel, de l'équipement, du savoir-faire et autres, étaient aussi indispensables, et qu'un outil d'échange d'informations

sur ces autres formes d'assistance serait peut-être utile. Afin de structurer le débat, les Coprésidents ont invité les participants à se pencher sur trois questions: si un outil d'échange d'informations était mis en place, quelle information devrait-il contenir? Comment devrait-il être organisé? Quelle est l'expérience des différents acteurs s'agissant de l'accès à l'information concernant les financements, l'appui technique ou les autres formes de coopération et d'assistance disponibles pour mettre en œuvre la Convention? Quelles sont les lacunes présentes dans les informations concernant l'assistance disponible?

3. En ce qui concerne les lacunes des informations disponibles et les propositions sur l'information devant figurer dans un outil d'échange d'informations, il a été indiqué que tous les États parties étaient des contributeurs potentiels et que l'outil devrait, en conséquence, contenir des informations sur l'assistance que chaque État partie est en mesure d'apporter. Il serait peut-être souhaitable d'inclure d'autres renseignements concernant l'assistance financière disponible, mais un des principaux objectifs de l'outil d'échange d'informations devrait être de permettre à ceux qui ont des besoins précis de consulter tout l'éventail de l'assistance disponible, notamment l'appui technique et l'équipement. Cette mise en correspondance pourrait être facilitée si l'outil d'information contenait les coordonnées des points de contact nationaux. Cette information pourrait faciliter la coopération Sud-Sud, y compris par la mobilisation des ressources financières nécessaires pour l'alimenter. Le principal sujet de préoccupation concernant les informations sur les ressources disponibles porte principalement sur la mise en œuvre de l'article 5, mais l'aide aux victimes devrait aussi figurer dans l'outil d'échange d'informations.

4. En ce qui concerne les moyens d'élaborer un outil d'échange d'informations, le moyen le plus souvent proposé par les participants est la mise en place d'un outil sur Internet, beaucoup d'États précisant qu'il ne devait pas s'agir d'un outil complexe. Il a été noté que plus cet effort serait compliqué, plus son coût serait élevé. Certains ont proposé que l'Unité d'appui à l'application héberge cet outil d'échange d'informations sur le site Web de la Convention. D'autres ont proposé que l'outil en question soit simplement relié aux autres sites, et d'autres encore ont proposé que, pour le rendre plus convivial, l'outil d'échange d'informations lui-même héberge l'information.

5. Sur la base de ce débat, les Coprésidents se sont penchés avec l'Unité d'appui à l'application sur la mise en place d'un outil d'échange d'informations à titre expérimental, lequel serait évalué après un certain laps de temps, notamment en ce qui concerne le nombre de visites et le type d'information consultée. Ils ont précisé que ce travail devrait consister à combler des lacunes en matière d'information, et non à reproduire la pléthore d'informations figurant déjà en ligne ou provenant d'autres sources, telles que l'Observatoire des mines et les rapports présentés au titre de l'article 7. Toujours pour éviter les répétitions et en ce qui concerne l'assistance aux victimes, il a été noté que des efforts devaient être entrepris pour établir des liens avec les mécanismes de promotion de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, étant donné la place centrale accordée par cet instrument à la coopération et à l'assistance.

6. Après la onzième Assemblée des États parties, les Coprésidents du Comité permanent sur les ressources, la coopération et l'assistance ont demandé à l'Unité d'appui à l'application de préparer un document consacré aux solutions pour des fonds d'affectation spéciale permettant de garantir la continuité des ressources, document que le Directeur de l'Unité a présenté au Comité permanent le 25 mai 2012¹. Beaucoup d'États parties ont répondu en indiquant qu'il n'était pas nécessaire de créer un nouveau fonds d'affectation spéciale, mais qu'ils étaient d'accord avec la conclusion exprimée dans le document, à

¹ <http://www.apminebanconvention.org/fileadmin/pdf/mbc/IWP/SC-may12/Discussion-papers/SC-May2012-e-Trust-Funds-Draft.pdf>.

savoir que les mécanismes déjà en place ou susceptibles d'être créés facilement au niveau national offraient un potentiel considérable. Il a été estimé que les États parties étaient, à quelques exceptions près, tous membres des Nations Unies, et qu'ils avaient la possibilité de faire valoir leurs préférences en ce qui concerne les mécanismes existants de l'ONU. Il a par ailleurs été souligné que les États parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel représentaient la majorité des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et qu'ils pourraient par conséquent établir un lien pérenne entre ces deux instruments une fois que le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées aurait été mis en place. En outre, il a été souligné que la communauté internationale dans son ensemble avait largement adopté le programme en faveur de l'efficacité de l'aide internationale et qu'elle pouvait s'efforcer au maximum de faire correspondre le déminage et l'assistance aux victimes avec les stratégies nationales de développement et les programmes de coopération, ainsi que les fonds constitués pour assurer leur mise en œuvre.

7. En ce qui concerne la disponibilité de l'assistance et les procédures pour en bénéficier, le Comité permanent, profitant des exposés présentés par un donateur, une organisation non gouvernementale et une autorité nationale de déminage, a souligné qu'un très grand nombre d'acteurs, allant bien au-delà des donateurs traditionnels, étaient en mesure de fournir une assistance. Ces acteurs, entre autres, ont partagé des informations concernant ce qu'ils avaient à proposer, les bénéficiaires et la façon dont ces derniers pouvaient en bénéficier.

8. Lors du Sommet de Carthagène, les États parties ont déclaré qu'ils «feront connaître aux autres États parties et aux organisations concernées leurs éventuels besoins de coopération et d'assistance internationales sur les plans financier, technique ou autre pour s'acquitter des obligations que leur impose la Convention»². En outre, les États parties pour lesquels il existe une obligation dresseront l'inventaire des ressources nationales disponibles pour satisfaire à leurs obligations et répondre aux besoins en matière de coopération et d'assistance internationales, et les États parties qui sont en mesure de le faire fourniront promptement une assistance aux États parties qui ont fait savoir qu'ils avaient besoin d'un appui³. Sur la base des renseignements fournis par les États parties dans les rapports présentés aux fins de transparence, dans les rapports de mise à jour présentés lors des réunions des comités permanents et par d'autres moyens, les 28 États parties ci-après, qui s'emploient à mettre en œuvre l'article 5 de la Convention, ont fait connaître des besoins d'assistance financière, technique ou autres: Afghanistan, Angola, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, Colombie, Congo, Croatie, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Iraq, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, Pérou, République démocratique du Congo, Sénégal, Serbie, Soudan, Sud-Soudan, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Yémen et Zimbabwe. L'annexe III présente un tour d'horizon de l'assistance obtenue et des ressources nationales mobilisées par les États parties aux fins de la mise en œuvre de l'article 5 de la Convention.

9. Au Sommet de Carthagène, les États parties se sont engagés à faire en sorte que tous les acteurs concernés coopèrent à l'amélioration des politiques et des stratégies de développement nationales et internationales, renforcent l'efficacité de la lutte antimines et tempèrent la nécessité de compter sur le personnel international⁴. Dans ce contexte, sur la base des conclusions d'études de cas, le CIDHG a publié une note d'orientation qui propose aux spécialistes de la lutte antimines un ensemble de messages, de grandes réflexions et de

² Plan d'action de Carthagène, action n° 35.

³ Plan d'action de Carthagène, actions n°s 34 et 37.

⁴ Plan d'action de Carthagène, action n° 51.

recommandations relatifs aux programmes transitoires de déminage en vue d'une pleine prise en main nationale.

10. Au Sommet de Carthagène, les États parties ont décidé de contribuer à la poursuite de la mise au point des normes internationales de la lutte antimines de l'ONU qui doivent servir de cadre de référence pour établir les normes et les procédures opérationnelles nationales à appliquer pour faire face à tous les aspects de la pollution par les mines et autres munitions explosives⁵. Depuis la onzième Assemblée des États parties, les efforts ont été poursuivis pour finaliser les normes internationales de la lutte antimines de l'ONU sur la réouverture des terres et la gestion de l'information. Ceci permettra à terme de disposer de données statistiques plus claires et plus cohérentes sur les réouvertures de terres et facilitera la mesure des progrès. En outre, le CIDHG a aidé deux États parties – Jordanie et Mozambique – à élaborer des normes nationales sur la réouverture des terres et à revoir les normes existantes.

11. Au Sommet de Carthagène, il a été convenu que les États parties en mesure de le faire, ayant à l'esprit les buts de la Convention, s'efforceraient de continuer d'appuyer les États parties qui se sont acquittés de leurs obligations au titre de l'article 5 dans leurs efforts visant à remédier aux conséquences humanitaires résultant des mines et autres explosifs de guerre⁶. Depuis la onzième Assemblée des États parties, un État partie ayant achevé la mise en œuvre de l'article 5 – Albanie – a indiqué qu'il avait besoin d'assistance pour répondre aux besoins des victimes des mines et autres restes explosifs de guerre, et un autre État partie – Palaos – s'est félicité de l'appui qu'il recevait d'autres États parties pour éliminer les munitions non explosées présentes sur son territoire.

b) Transparence et échange d'informations

12. Au Sommet de Carthagène, il a été décidé que les États parties qui n'avaient pas soumis de rapport initial au titre de l'article 7 devaient s'acquitter immédiatement de leur obligation de soumettre un rapport initial et de mettre à jour chaque année, à des fins de transparence, les rapports prévus à l'article 7⁷. À la fin de la onzième Assemblée des États parties, un (1) État partie – Guinée équatoriale – ne s'était pas encore acquitté de son obligation de faire rapport aussitôt que possible et en tout état de cause au plus tard cent quatre-vingts jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, sur les questions pour lesquelles des informations étaient requises au titre de la transparence en application du paragraphe 1 de l'article 7. En outre, en 2011, 84 États parties avaient communiqué des informations actualisées, comme ils en avaient l'obligation, sur l'année civile précédente et 71 États parties ne l'avaient pas fait.

13. Depuis la onzième Assemblée des États parties, trois États parties – Guinée équatoriale, Sud-Soudan et Tuvalu – ne se sont pas encore acquittés de leur obligation de faire rapport en application du paragraphe 1 de l'article 7. La Guinée équatoriale aurait dû présenter son rapport initial le 28 août 1999, le Sud-Soudan le 5 janvier 2012 et Tuvalu le 28 août 2012. En outre, en 2012, les 70 États parties dont les noms suivent n'avaient pas communiqué d'informations actualisées couvrant l'année civile 2011 comme ils étaient tenus de le faire en application du paragraphe 2 de l'article 7: Andorre, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Cook, Îles Salomon, Islande, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Monténégro, Namibie, Nauru, Nicaragua,

⁵ Plan d'action de Carthagène, action n° 49.

⁶ Plan d'action de Carthagène, action n° 40.

⁷ Plan d'action de Carthagène, action n° 54.

Niger, Nioué, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République centrafricaine, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Timor-Leste, Togo, Turkménistan, Uruguay et Vanuatu.

14. Au Sommet de Carthagène, il a été décidé que tous les États parties porteraient à son maximum la souplesse des dispositions relatives à l'établissement des rapports prévus à l'article 7, notamment de la formule J, et en tireraient pleinement parti pour fournir des renseignements pouvant faciliter le processus de mise en œuvre de la Convention et la mobilisation des ressources, tels que des renseignements sur la coopération et l'assistance internationales, les efforts faits pour venir en aide aux victimes des mines et les besoins des victimes ainsi que des renseignements sur les mesures prises pour assurer la sensibilisation à la problématique hommes-femmes dans toutes les dimensions de la lutte antimines⁸. Depuis la onzième Assemblée des États parties, 47 États parties ont utilisé la formule J pour fournir des renseignements sur des questions relatives aux ressources, à la coopération et à l'assistance:

a) Les 19 États parties dont le nom figure ci-après ont utilisé la formule J pour fournir à titre volontaire des renseignements concernant les efforts et les besoins en matière d'assistance aux victimes: Afghanistan, Albanie, Angola, Argentine, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, Chili, Colombie, Croatie, Équateur, Guatemala, Mauritanie, Pérou, Serbie, Soudan, Thaïlande, Turquie et Zimbabwe;

b) Les neuf (9) États parties dont le nom figure ci-après ont utilisé la formule J pour fournir à titre volontaire des renseignements concernant le nombre d'accidents impliquant des mines et sur le nombre de victimes: Bosnie-Herzégovine, Colombie, Croatie, Équateur, Iraq, Pérou, Soudan, Thaïlande, Turquie et Zimbabwe;

c) Les 21 États parties dont le nom figure ci-après ont utilisé la formule J pour fournir à titre volontaire des renseignements concernant la coopération et l'assistance internationales: Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Équateur, Espagne, Estonie, France, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Qatar, République tchèque, Suède et Suisse;

d) Les trois (3) États parties dont le nom figure ci-après ont utilisé la formule J pour fournir à titre volontaire des renseignements sur les mesures prises pour assurer la sensibilisation à la problématique hommes-femmes dans toutes les dimensions de la lutte antimines: Afghanistan, Albanie et Colombie;

e) Plusieurs États parties ont utilisé la formule J pour fournir à titre volontaire des renseignements sur d'autres aspects de la mise en œuvre de la Convention, notamment des renseignements sur la recherche en matière de déminage, la formation au déminage et aux munitions explosives, la destruction des restes explosifs de guerre autres que les mines antipersonnel, les munitions de type Claymore ne pouvant être utilisées que par détonation commandée, la participation aux rencontres internationales, les activités de sensibilisation et les plans concernant les mines antipersonnel conservées à des fins autorisées et l'utilisation effective de telles mines;

f) Plusieurs États parties ont utilisé la formule J pour compléter les renseignements fournis dans d'autres communications présentées chaque année concernant les différents domaines requis, notamment les programmes de destruction des mines antipersonnel conformément aux articles 4 et 5 de la Convention et les mesures prises pour avertir les populations de la présence de zones minées.

⁸ Plan d'action de Carthagène, action n° 55.

15. Au Sommet de Carthagène, il a été décidé que tous les États parties vérifieraient régulièrement le nombre de mines antipersonnel conservées à des fins autorisées en vertu de l'article 3 pour s'assurer qu'il représente le minimum absolument nécessaire et détruiraient toutes les mines au-delà de ce nombre⁹. Il a été décidé que tous les États parties rendraient compte chaque année, à titre volontaire, des projets élaborés ou exécutés concernant l'emploi des mines antipersonnel conservées, et expliqueraient toute augmentation ou toute réduction du nombre de mines antipersonnel conservées¹⁰.

16. Depuis la onzième Assemblée des États parties, l'Angola a indiqué qu'il conservait 1 073 mines antipersonnel de moins qu'en 2010 et que cette réduction substantielle du nombre de mines antipersonnel conservées s'expliquait par le fait que les mines utilisées pour la formation n'avaient pas été comptabilisées dans les rapports précédents. Les mines conservées sont utilisées par les forces armées angolaises à des fins de formation aux différents systèmes (démontage manuel, mécanique et canin) apportée par les organismes de déminage, notamment par l'École technique de déminage de Viana/Luanda. L'Argentine a signalé qu'elle conservait 179 mines de moins qu'en 2011, et qu'en 2011, 169 mines antipersonnel avaient été utilisées pour former les ingénieurs de l'Infanterie de marine aux techniques et procédures de destruction des mines antipersonnel, et 10 autres pour la recherche. L'Argentine a également rendu compte des projets concernant l'utilisation future des mines à des fins autorisées. L'Australie a signalé qu'elle conservait 139 mines antipersonnel de moins qu'en 2011 et que le chiffre était régulièrement révisé, qu'elle prévoyait de détruire une part importante des mines utilisées pour la formation dans les douze mois qui viennent, et que seules 100 mines présentes dans les stocks étaient équipées de dispositifs de détonation opérationnels.

17. Le Bélarus a signalé que huit mines antipersonnel avaient été détruites au cours des formations en février 2012. La Belgique a indiqué que 59 mines antipersonnel avaient été utilisées en 2011 dans le cadre de la formation opérationnelle des démineurs des unités du génie et de la formation des anciens combattants à l'éducation aux risques représentés par les mines. La Bosnie-Herzégovine a signalé qu'elle conservait 361 mines antipersonnel de moins qu'en 2011. Le Brésil a indiqué qu'il conservait 1 063 mines antipersonnel de moins qu'en 2011 et qu'il conservait des mines antipersonnel pour la formation militaire, dans le but de permettre à son armée de participer pleinement aux activités internationales de déminage. Le Chili a indiqué qu'il conservait 118 mines antipersonnel de moins qu'en 2010 et que 42 mines avaient été détruites en 2011 pour former les démineurs de l'armée et de la marine chiliennes à la détection, à la désactivation et à la destruction des mines antipersonnel. La Croatie a indiqué qu'elle conservait 73 mines antipersonnel de moins qu'en 2011 et précisé que les mines antipersonnel étaient utilisées dans le cadre des expérimentations et des évaluations des machines de déminage au centre d'essais de Cerovec, CROMAC-CTDT. La République tchèque a fait état de 30 mines antipersonnel de moins qu'en 2011 et indiqué que les mines antipersonnel conservées étaient utilisées pour former et/ou éduquer les artificiers aux techniques de détection, d'enlèvement et de destruction des mines, et lors de cours supplémentaires dispensés dans le cadre de la préparation des normes de l'OTAN pour les opérations de la FIAS en Afghanistan.

18. Le Danemark a indiqué qu'il conservait 14 mines antipersonnel de moins qu'en 2011 et précisait qu'il conservait des mines pour la recherche, le développement et la formation à la détection des mines dans le cadre des Forces de défense danoises. L'Équateur a utilisé cinq mines antipersonnel en 2011 dans le cadre d'un cours de formation dispensé à l'École nationale de déminage. L'Érythrée a fait état de 71 mines antipersonnel de moins qu'en 2011 et indiqué que le nombre de mines conservées était revu

⁹ Plan d'action de Carthagène, action n° 56.

¹⁰ Plan d'action de Carthagène, action n° 57.

à la baisse dans le but de ne conserver que le minimum nécessaire à la formation. La France a fait état de 76 mines antipersonnel de moins qu'en 2011. L'Allemagne a indiqué qu'elle conservait 71 mines antipersonnel de moins qu'en 2011 et que les quantités, les types et les besoins estimés pour l'avenir étaient révisés chaque année. Elle a signalé que les mines antipersonnel étaient conservées dans le but de mettre au point des mesures destinées à protéger les véhicules roulants contre les effets des explosions de mines, d'expérimenter et d'évaluer l'efficacité des équipements individuels de protection en cas d'explosion de mines, d'expérimenter et d'évaluer les détecteurs de métaux et les systèmes de détection multiples, d'expérimenter et d'évaluer les équipements mécaniques de déminage, d'étudier le processus de vieillissement des explosifs contenus dans les mines en vue de mettre au point des méthodes spécifiques d'élimination et de nettoyage, et de former des chiens à l'École fédérale de dressage des forces armées.

19. L'Irlande a conservé deux mines de moins qu'en 2011 et a indiqué que les Forces de défense irlandaises utilisaient des mines antipersonnel actives pour mettre au point et valider les procédures de sécurisation des mines, former le personnel à ces procédures, expérimenter et valider les équipements de déminage et former le personnel à l'utilisation de ces équipements. Elle a par ailleurs indiqué que le nombre de mines antipersonnel actuellement en sa possession à des fins autorisées avait fortement diminué pour atteindre un niveau très bas (à peine 62 le 31 décembre 2011), de sorte qu'il lui faudrait probablement, à un moment ou à un autre, acquérir des mines antipersonnel de remplacement pour servir les mêmes buts, conformément à l'article 3 de la Convention. L'Italie a fait état de 26 mines antipersonnel de moins qu'en 2011 et indiqué qu'elle utilisait les mines dans le cadre d'un programme de formation d'artificiers et de chiens détecteurs de mines mené par l'armée italienne. Elle a précisé que ce programme était organisé en cinq cours dont le but était de permettre aux démineurs d'accomplir des tâches spécifiques de plus en plus difficiles, et qu'entre 300 et 350 artificiers en bénéficiaient chaque année.

20. Le Japon a signalé qu'il conservait 254 mines antipersonnel de moins qu'en 2011, et que les mines qu'il conservait étaient utilisées pour éduquer et former au déminage et au nettoyage, ainsi qu'à la recherche et développement consacrée à l'équipement de déminage. La Lituanie a fait état de 75 mines conservées de moins qu'en 2011. Le Luxembourg a indiqué qu'il avait détruit toutes les mines antipersonnel qu'il avait déclaré conserver en application de l'article 3, soit 599 au total. Le Mozambique a fait état de 252 mines de moins qu'en 2011, indiquant que les trois opérateurs présents dans le pays conservaient un stock de mines antipersonnel pour former les démineurs et former et expérimenter des animaux détecteurs. En outre, les Forces de défense du Mozambique conservent un stock de mines antipersonnel pour assurer la formation et le perfectionnement de leurs équipes de démineurs. Les Pays-Bas ont indiqué qu'ils conservaient 191 mines antipersonnel de moins qu'en 2011. La Slovaquie a fait état de 100 mines antipersonnel de moins qu'en 2011, et indiqué que 98 mines antipersonnel avaient été détruites par le Centre national pour les munitions explosives de Novaky et deux autres l'avaient été dans le but de mettre au point des procédés de mesure à l'Institut technique et expérimental militaire Záhorie (projet MUNLIK). L'Espagne a fait état de 11 mines antipersonnel conservées de moins qu'en 2011 et indiqué que les mines étaient utilisées pour élaborer le Système mondial avancé pour l'élimination des mines antipersonnel et dans le cadre de la formation au déminage.

21. La Suède a indiqué qu'elle conservait 56 mines antipersonnel de moins qu'en 2011 et que les forces armées suédoises utilisaient les mines dans le cadre de la formation au déminage dispensée par le Centre suédois pour le déminage et les munitions explosives, laquelle visait à doter les démineurs d'une expérience du déminage en conditions réelles. La Thaïlande a fait état de 92 mines antipersonnel conservées de moins qu'en 2011. La Tunisie a fait état de 20 mines antipersonnel conservées de moins qu'en 2011. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a indiqué qu'il conservait 362 mines antipersonnel de moins qu'en 2011 et qu'il conservait des mines dans le but de

pouvoir discerner la menace subie par ses forces armées du fait de la présence de telles mines et de poursuivre et améliorer les techniques de détection, de protection, de nettoyage et de destruction, y compris pour les dispositifs explosifs improvisés. Le Yémen a fait état de 240 mines antipersonnel conservées de moins qu'en 2011. Le Zimbabwe a fait état de 50 mines antipersonnel conservées de moins qu'en 2011.

22. Le Cambodge a indiqué qu'il conservait 273 mines antipersonnel de plus qu'en 2011, qu'il utilisait ces mines dans le cadre de la formation continue de ses équipes d'artificiers, et qu'il en aurait besoin sur le futur site expérimental de formation des chiens détecteurs de mines et d'explosifs, qui aura en charge l'accréditation de tous les chiens détecteurs de mines et d'explosifs du pays. La République démocratique du Congo a indiqué qu'elle conservait cinq mines antipersonnel de plus qu'en 2011 et que toutes les mines conservées étaient désamorçées. La Jordanie a fait état de 50 mines antipersonnel conservées de plus qu'en 2011. Le Sénégal a fait état de neuf mines antipersonnel conservées de plus qu'en 2011. La Slovénie a fait état de quatre mines antipersonnel conservées de plus qu'en 2011. L'Afrique du Sud a indiqué qu'elle conservait une mine antipersonnel de plus qu'en 2011, précisant que si une mine avait été utilisée en application de l'article 3, une autre avait été récupérée au cours de la période couverte par le rapport.

23. Au Sommet de Carthage, il a été décidé que les États parties qui auraient conservé, en application des dispositions de l'article 3, un nombre identique de mines sur plusieurs années et qui n'auraient pas communiqué de renseignements concernant l'emploi de ces mines à des fins autorisées ou concernant des projets concrets d'utilisation de ces mines seraient encouragés à rendre compte de ces utilisations et de ces projets, et à déterminer si ces mines antipersonnel étaient nécessaires et si elles constituaient le minimum absolument nécessaire aux fins autorisées et à détruire celles qui excédaient ce minimum¹¹. L'Algérie n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (5 970) dont elle faisait état depuis 2010. Le Bangladesh n'a pas communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel (12 500) dont il faisait état depuis 2007. Le Bénin n'a pas communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel (16) dont il faisait état depuis 2007. Le Bhoutan n'a pas communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel (4 491) dont il faisait état depuis 2007. La Bulgarie n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (3 672) dont elle faisait état depuis 2010. Le Burundi n'a pas communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel (4) dont il faisait état depuis 2008. Le Cameroun n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (1 885) dont il faisait état depuis 2009. Le Canada n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (1 921) dont il faisait état depuis 2011. Le Cap-Vert n'a pas communiqué d'informations pour actualiser le nombre de mines antipersonnel conservées (120) dont il faisait état depuis 2009. La Colombie n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (586) dont elle faisait état depuis 2007. Le Congo n'a pas communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel (322) dont il faisait état depuis 2009. Chypre n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (500) dont elle faisait état depuis 2010.

24. Djibouti n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (2 996) dont il faisait état depuis 2005. L'Éthiopie n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (303) dont elle faisait état depuis 2009. La Guinée-Bissau n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (9) dont elle faisait état depuis 2009. Le Honduras n'a pas

¹¹ Plan d'action de Carthage, action n° 58.

communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel conservées (826) dont il faisait état depuis 2007. L'Indonésie n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (2 454) dont elle faisait état depuis 2010. Le Kenya n'a pas communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel conservées (3 000) dont il faisait état depuis 2009. Le Mali n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (600) dont il faisait état depuis 2005. La Mauritanie n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (728) dont elle faisait état depuis 2004. La Namibie n'a pas communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel conservées (1 634) dont elle faisait état depuis 2010.

25. Le Nicaragua n'a pas communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel conservées (448) dont il faisait état depuis 2011. Le Niger n'a pas communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel conservées (146) dont il faisait état depuis 2009. Le Nigéria n'a pas communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel conservées (3 364) dont il faisait état depuis 2009. Le Pérou n'a pas communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel conservées (2 040) dont il faisait état depuis 2011. Le Portugal n'a pas communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel conservées (694) dont il faisait état depuis 2011, et a indiqué que les 694 mines conservées par les forces armées portugaises étaient soit désactivées soit dépourvues de système d'amorçage. En outre, le Portugal a indiqué que les mines antipersonnel conservées étaient utilisées pour former les équipes d'artificiers aux techniques de détection, de déminage et de destruction et pour sensibiliser le personnel militaire déployé en opération internationale à la question des mines. Douze (12) personnes ont été formées à la problématique des munitions explosives en 2011. La Roumanie n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (2 500) dont elle faisait état depuis 2004 et a indiqué que ces mines étaient utilisées dans le cadre de la formation régulière des artificiers et des démineurs, ainsi que pour l'entraînement spécifique des soldats envoyés en opération. Le Rwanda n'a pas communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel (65) dont il faisait état depuis 2008.

26. La Slovénie n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (2 978) dont elle faisait état depuis 2011. L'Afrique du Sud n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (4 355) dont elle faisait état depuis 2011. Le Soudan n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (1 938) dont il faisait état depuis 2010. La Turquie n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (15 100) dont elle faisait état depuis 2010. L'Ouganda n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (1 764) dont il faisait état depuis 2005. La République-Unie de Tanzanie n'a pas communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel conservées (1 780) dont elle faisait état depuis 2009. L'Uruguay n'a pas communiqué d'informations nouvelles pour actualiser le nombre de mines antipersonnel conservées (260) dont il faisait état depuis 2008. Le Venezuela n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (4 874) dont il faisait état depuis 2011, et a indiqué que ces mines étaient conservées dans le but de mettre au point des techniques de détection, d'enlèvement et de destruction. La Zambie n'a signalé aucune modification dans le nombre de mines antipersonnel conservées (2 120) dont elle faisait état depuis 2009, et a indiqué que la formation dispensée précédemment portait sur la détection des mines et la sensibilisation, le marquage et la cartographie des champs de mines, les techniques de détection et de destruction, et qu'elle s'adressait principalement au personnel militaire appelé à participer aux opérations de maintien de la paix des Nations

Unies, aux soldats du génie suivant une formation obligatoire dans le cadre de l'avancement, et aux officiers supérieurs nationaux et régionaux en formation spécifique.

27. Le Botswana n'a communiqué aucun renseignement depuis 2001, année au cours de laquelle il avait indiqué qu'il conservait une petite quantité de mines antipersonnel à des fins de formation et qu'il s'agissait là d'un élément important compte tenu du fait que, dans le passé, ses soldats avaient été déployés dans des pays pollués par des mines dans le cadre d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies et qu'il fallait les former à la manipulation des mines. Le Burkina Faso n'a communiqué aucun renseignement depuis 2008, année au cours de laquelle il avait signalé ne rien conserver.

28. Les Coprésidents du Comité permanent sur l'état et le fonctionnement d'ensemble de la Convention, la Norvège et le Pérou, ont écrit aux États parties pour les encourager à profiter de la réunion du Comité permanent sur l'état et le fonctionnement d'ensemble de la Convention, programmée du 21 au 25 mai 2012, pour communiquer à titre volontaire des renseignements sur les mines conservées à des fins autorisées par l'article 3. Les Coprésidents ont en outre souhaité entendre les États parties qui avaient conservé un nombre identique de mines sur plusieurs années sans communiquer de renseignements sur les raisons pour lesquelles ils les conservaient et sur les plans relatifs à leur utilisation à des fins autorisées. Vingt et un États parties ont saisi l'occasion de communiquer des renseignements à jour aux comités permanents.

29. Depuis la onzième Assemblée des États parties, la Belgique, en tant que Coordonnateur du Groupe de contact créé en application de l'article 7, a continué à promouvoir l'importance des obligations en matière de transparence et à souligner le rôle de la transparence et de l'échange d'informations en tant qu'instrument de la mise en œuvre de la Convention en général. Elle a fait observer que, depuis la onzième Assemblée des États parties, malgré les efforts faits pour rappeler les États parties à leur obligation de faire rapport et en dépit de l'assistance qui leur a été proposée pour préparer les rapports, le déclin du taux de rapports s'est poursuivi. Dans ce contexte, la Belgique a organisé des consultations avec les délégations intéressées afin d'examiner les moyens possibles d'augmenter à la fois le nombre de rapports et la qualité des renseignements communiqués par les États parties. Le Groupe de contact informel créé en application de l'article 7 s'est réuni en marge des réunions des comités permanents tenues du 21 au 25 mai 2012 pour faire le point sur les questions concernant les rapports. Le Groupe de contact a souligné les principales difficultés liées à la présentation de rapports et examiné les différentes façons de procéder pour remédier à la situation.

c) Mesures destinées à assurer le respect des dispositions de la Convention

30. Au Sommet de Carthagène, il a été décidé que les États parties qui ne l'avaient pas encore fait mettraient au point et adopteront à titre d'urgence des mesures législatives, administratives et autres, conformément à l'article 9, qui leur permettront de s'acquitter de leurs obligations en vertu dudit article et, partant, de contribuer au respect intégral des dispositions de la Convention¹². À la clôture de la onzième Assemblée des États parties, 63 États parties avaient fait part de l'adoption d'une législation dans le contexte des obligations découlant de l'article 9 et 34 États parties avaient indiqué avoir jugé les lois nationales en vigueur suffisantes pour donner effet à la Convention¹³. Les 59 États parties

¹² Plan d'action de Carthagène, action n° 59.

¹³ Le nombre de 63 vient modifier celui de 62 qui figurait dans le rapport intérimaire de Phnom Penh établi à la onzième Assemblée des États parties. Le nombre de 34 vient, quant à lui, modifier celui de 35 qui était mentionné dans ce même rapport. La Serbie a été ajoutée à la liste des États parties qui avaient indiqué avoir adopté une législation dans le contexte de l'article 9 et retirée de la liste des États parties qui jugent que les lois existantes suffisent à donner effet à la Convention.

restants n'avaient pas encore indiqué avoir adopté une législation dans le contexte des obligations découlant de l'article 9 ou avoir estimé que les lois en place étaient suffisantes pour donner effet à la Convention.

31. Depuis la onzième Assemblée des États parties, un État partie, le Qatar, a indiqué qu'il avait jugé que les lois existantes étaient suffisantes pour donner effet à la Convention¹⁴. En outre, depuis la onzième Assemblée des États parties, quatre États parties à l'égard desquels la Convention était entrée en vigueur le plus récemment – Finlande, Somalie, Sud-Soudan et Tuvalu – n'ont pas encore signalé avoir adopté de législation dans le contexte de l'article 9 ou ont indiqué qu'ils avaient jugé que les lois existantes étaient suffisantes pour donner effet à la Convention. Actuellement, 63 États parties ont indiqué qu'ils avaient adopté une législation dans le contexte des obligations découlant de l'article 9, 35 États parties ont indiqué qu'ils avaient jugé que les lois nationales existantes étaient suffisantes pour donner effet à la Convention, et 60 États parties n'ont pas encore indiqué avoir adopté une législation dans le contexte des obligations découlant de l'article 9 ou avoir jugé que les lois existantes étaient suffisantes pour donner effet à la Convention (voir annexe IV.)

32. Une vive préoccupation a été exprimée en ce qui concerne les informations faisant état de la reprise de l'utilisation de mines antipersonnel sur le territoire de deux États parties (Soudan et Yémen), et les États parties concernés ont été exhortés à enquêter de manière approfondie sur ces allégations et à clarifier la situation dès que possible. En outre, à la réunion de mai 2012 du Comité permanent sur l'état et le fonctionnement d'ensemble de la Convention, il a été rappelé que le rapport intérimaire de Genève présenté à la dixième Assemblée des États parties signalait que les États parties avaient été informés, en 2010, d'une allégation qui pouvait concerner le respect des interdictions énoncées dans la Convention sur le territoire de la Turquie. La Turquie a à nouveau indiqué qu'elle enquêtait sur cette question et qu'elle informerait ultérieurement les États parties des résultats auxquels elle serait parvenue.

33. Depuis la onzième Assemblée des États parties, le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU a continué d'assumer la responsabilité incombant au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'établir et d'actualiser une liste indiquant entre autres les noms et nationalités d'experts qualifiés désignés pour effectuer les missions d'enquête autorisées en application du paragraphe 8 de l'article 8. Depuis la onzième Assemblée des États parties, Chypre, la France, la Jordanie, la République de Moldova, la Thaïlande, le Turkménistan, la Suisse et l'Uruguay ont fourni des informations nouvelles ou actualisées à faire figurer sur la liste d'experts.

d) Appui à la mise en œuvre de la Convention

34. Lorsqu'elle a adopté la directive émanant des États parties à l'intention de l'Unité d'appui à l'application, la dixième Assemblée des États parties a décidé que l'Unité devrait «rendre compte par écrit et par oral des activités, du fonctionnement et des finances de l'Unité à chaque assemblée des États parties ou conférence d'examen, ainsi qu'aux réunions informelles se tenant au titre de la Convention, le cas échéant». Le 25 mai 2012, lors de la réunion du Comité permanent sur l'état et le fonctionnement d'ensemble de la Convention, le Directeur de l'Unité d'appui à l'application a présenté un compte rendu écrit et oral. Il a rappelé la longue série d'activités découlant de ce mandat et le plan de travail de l'Unité pour 2012, et a donné un aperçu des travaux entrepris par l'Unité au cours des cinq premiers mois de 2012.

¹⁴ Note verbale adressée à l'Unité d'appui à l'application par la Mission permanente du Qatar à Genève, le 27 janvier 2012.

35. Pour ce qui est des travaux de fond, l'Unité d'appui à l'application a mené ses travaux en 2012 en fonction du plan de travail établi pour cette même année et du budget que la onzième Assemblée des États parties avait adopté. Elle a conseillé les États parties sur l'application et le respect des dispositions de la Convention (fournissant notamment un appui sur place aux États parties pour l'application de l'article 5, et l'exécution des accords adoptés par les États parties pour l'assistance aux victimes), aidé les États parties à participer au maximum au processus de mise en œuvre de la Convention, donné des orientations stratégiques aux Coprésidents et au Coordonnateur du Programme de parrainage, appuyé les États parties chargés d'analyser les demandes de prolongation des délais prescrits à l'article 5, aidé les États parties à établir leurs rapports au titre des mesures de transparence, animé des séminaires et fourni une formation sur la façon de comprendre la Convention et son fonctionnement, aidé le Président et les divers États parties à œuvrer en faveur de l'universalisation, conseillé sur les enseignements à tirer de la mise en œuvre de la Convention, secondé le Président désigné et hôte de la douzième Assemblée des États parties, continué à jouer le rôle de source d'information reconnue sur la Convention et géré le Centre de documentation sur la Convention.

36. Au Sommet de Carthagène, les États parties ont décidé que les États parties qui étaient en mesure de le faire fourniraient les ressources financières nécessaires au bon fonctionnement de l'Unité d'appui à l'application¹⁵. À la onzième Assemblée des États parties, les États parties ont noté et encouragé les mesures prises comme suite aux recommandations formulées par le Président de la dixième Assemblée des États parties tendant à préserver les résultats des travaux entrepris en 2011 par le groupe de travail informel à composition non limitée chargé d'étudier de nouveaux modèles de financement de l'Unité d'appui à l'application, à améliorer le modèle de financement en place et à garantir l'apport de contributions en quantité suffisante en faveur de l'Unité d'appui à l'application tant que le modèle de financement reste inchangé. Au cours du premier trimestre de 2012, le Président a adressé des appels de fonds ciblés pour compléter les appels généraux qui étaient traditionnellement distribués à tous les États parties. En outre, le 11 juin et le 21 septembre 2012, le Président a fait de nouveaux appels. Les États parties dont le nom suit ont versé des contributions à l'appui du plan de travail de base de l'Unité pour 2012: Albanie, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Cambodge, Chili, Chypre, Colombie, Danemark, Estonie, [France], [Italie], Malaisie, [Mexique], Norvège, Pays-Bas, Slovénie et Suisse.

37. Outre son programme de travail de base, l'Unité d'appui à l'application a exécuté d'autres activités, conformes à son mandat, lorsque des fonds supplémentaires étaient mis à sa disposition pour les financer totalement. Elle a reçu des fonds de l'Australie pour lui permettre de commenter deux projets de recherche concernant l'aide aux victimes. La première initiative concerne l'examen du rôle des programmes de déminage et des autorités nationales dans l'assistance aux victimes, notamment pour ce qui est de la durabilité des efforts. La seconde initiative consiste à faire avancer l'étude entreprise en 2011 par l'Unité d'appui à l'application concernant le rôle de l'aide au développement dans l'assistance aux victimes. Par ailleurs, l'Unité d'appui à l'application a reçu des fonds de l'Australie [et de la Nouvelle-Zélande] pour lui permettre, en collaboration avec le secrétariat du Forum des îles du Pacifique, d'appuyer les Palaos dans l'organisation d'un atelier régional. De même, pendant l'année 2012, l'Unité d'appui à l'application a communiqué des renseignements et des projections budgétaires à l'Union européenne (UE) dans le but de prendre les dispositions administratives nécessaires en vue de commencer à appliquer une décision du Conseil de l'UE visant à appuyer la mise en œuvre du Plan d'action de Carthagène. Le Directeur de l'Unité a rendu compte de ces nouveaux financements et de ces nouvelles

¹⁵ Plan d'action de Carthagène, action n° 66.

activités au Comité de coordination et à la réunion du 25 mai du Comité permanent sur l'état et le fonctionnement d'ensemble de la Convention.

38. À la onzième Assemblée des États parties, les États parties ont approuvé la proposition présentée par le Président de la dixième Assemblée selon laquelle quatre puis deux États parties constitueraient l'équipe dirigeante dans chaque comité permanent, laquelle proposition serait appliquée en deux phases. Conformément à cette décision et à la pratique établie, les Coprésidents du Comité permanent sur l'état et le fonctionnement d'ensemble de la Convention ont entrepris de consulter les États parties afin d'arrêter une liste de candidats à la fonction de coprésidents après la douzième Assemblée des États parties. Le 2 mai 2011, les Coprésidents ont écrit à tous les États parties pour les informer qu'ils étaient en quête d'un nouvel État partie pour chacun des cinq comités permanents. À la réunion du 21 mai 2012 du Comité permanent sur l'état et le fonctionnement d'ensemble de la Convention, les Coprésidents ont de nouveau rappelé aux délégations la demande qu'ils leur avaient faite par écrit. [S'appuyant sur l'intérêt qui leur avait été manifesté et sur les consultations menées auprès des délégations intéressées, les Coprésidents ont proposé une liste de cinq nouveaux États parties qui ont été élus à la douzième Assemblée des États parties pour un mandat de deux ans.]

39. Comme indiqué précédemment, la onzième Assemblée a pris note avec satisfaction des mesures prises en application de la décision de la dixième Assemblée de prier le Comité de coordination d'organiser la semaine de réunions des Comités permanents pour 2011 de telle manière que les Coprésidents, les États parties et d'autres parties prenantes disposent de temps pour mettre à l'essai de nouvelles modalités de mise en œuvre du programme de travail intersessions propres à l'axer bien davantage sur les contextes nationaux ou à favoriser avec créativité les progrès dans l'application du Plan d'action de Carthagène. La onzième Assemblée a encouragé le Comité de coordination à envisager de prendre de semblables mesures en 2012. Comme suite à ces décisions, les Coprésidents du Comité permanent sur le déminage, la sensibilisation aux risques présentés par les mines et les techniques de lutte antimines ont organisé deux séances pour débattre plus en détail des difficultés rencontrées par deux États parties dans la mise en œuvre des plans et le respect des engagements pris dans leurs demandes de prolongation des délais prescrits à l'article 5; les Coprésidents du Comité permanent sur l'assistance aux victimes ont organisé deux séances pour débattre plus en détail des expériences acquises par deux États parties dans l'application des volets du Plan d'action de Carthagène consacrés à l'assistance aux victimes; et les Coprésidents du Comité permanent sur les ressources, la coopération et l'assistance ont organisé une séance pour examiner l'idée de créer un cadre de partenariat destiné à aider plus efficacement les États parties à échanger des renseignements sur l'assistance disponible, en particulier sur l'assistance non financière.

40. Dans le cadre de l'évaluation des efforts faits en 2012 par les Coprésidents pour étudier de nouvelles modalités de mise en œuvre du programme de travail intersessions propres à l'axer bien davantage sur les contextes nationaux ou à favoriser avec créativité les progrès dans l'application du Plan d'action de Carthagène, le Comité de coordination a noté que les participants qui avaient réagi avaient exprimé des points de vue mitigés, faisant valoir à la fois des avantages concernant le format (plus de place pour la participation informelle et davantage d'interactivité) et des inconvénients (les séances parallèles posent des problèmes aux petites délégations et les traductions sont insuffisantes). Il a été souligné que ces retours d'expérience seraient utiles au Comité de coordination en 2013, car ils lui permettraient de déterminer s'il y a lieu de reconduire les discussions en groupes restreints.

41. Au Sommet de Carthagène, les États parties ont décidé d'appuyer les efforts déployés par le Président et le Comité de coordination, visant à assurer la préparation et la

conduite effective des réunions tenues au titre de la Convention¹⁶. Depuis la onzième Assemblée des États parties, le Comité de coordination a tenu [...] réunions pour s'acquitter de son mandat consistant à assurer la coordination entre les travaux sur les questions relatives ou consécutives aux activités des Comités permanents et les travaux de la douzième Assemblée des États parties.

42. Au Sommet de Carthagène, les États parties ont décidé que ceux qui étaient en mesure de le faire contribueraient au Programme de parrainage, permettant ainsi une large représentation aux réunions se tenant au titre de la Convention, en particulier des États parties touchés par le problème des mines qui sont des pays en développement¹⁷. En 2012, les États parties dont le nom suit ont contribué au Programme de parrainage coordonné par l'Australie: Australie, Danemark, [Italie] et Norvège. En outre, aux réunions tenues en mai 2012 par les Comités permanents, 44 représentants de 28 États parties ont été parrainés, de même qu'un représentant d'un État non partie. À la douzième Assemblée des États parties, [...] représentants de [...] États parties ont été parrainés, de même que [...] représentants de [...] États non parties. En 2012, le Programme de parrainage a de nouveau aidé les États parties à honorer l'engagement qu'ils avaient pris au Sommet de Carthagène de faire en sorte que les spécialistes de la santé, de la réadaptation, des services sociaux, de l'éducation, de l'emploi, des droits des femmes et des droits des personnes handicapées puissent continuer de participer régulièrement et contribuer de manière effective à toutes les activités se rapportant à la Convention.

43. Depuis leur dixième Assemblée, les États parties, conformément à l'engagement qu'ils avaient pris au Sommet de Carthagène, ont continué de reconnaître et encourager la contribution et la participation à part entière de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, du Comité international de la Croix-Rouge, des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de leur Fédération internationale, de l'ONU, du CIDHG, des organisations internationales et régionales, des rescapés de l'explosion de mines et des organisations qui les représentent, ainsi que des autres organisations de la société civile, à la mise en œuvre de la Convention¹⁸.

¹⁶ Plan d'action de Carthagène, action n° 63.

¹⁷ Plan d'action de Carthagène, action n° 67.

¹⁸ Plan d'action de Carthagène, action n° 64.